

Revue des revues SIT 20 octobre 2011

Avec les déboires des « dettes souveraines », les mesures d'austérité que cela entraîne et les signes avant-coureurs d'une nouvelle période de crise, c'est évidemment l'économie qui a beaucoup occupé la presse ces deux derniers mois. Ce qui renvoie à la façon dont les syndicats peuvent faire face à ce contexte difficile et aussi à des débats de fond sur une possible « sortie de crise ». Les questions de migration sont aussi bien présentes et un gros dossier s'interroge sur l'histoire et les perspectives de l'émancipation des femmes.

1. L'économie toujours à la une

Dans la revue de presse précédente, on voyait s'annoncer les prémises d'une nouvelle crise (autour notamment de l'endettement des Etats), mais les analystes étaient encore passablement « dans le bleu » sur les causes et les perspectives de cette situation économique. Avec la rentrée, les choses se précisent.

➤ **Un été meurtrier**

Fin juin, les dirigeants politiques et économiques jouaient la carte de l'optimisme : la reprise va se confirmer, la création d'emplois redémarrer, la solidarité européenne avec la Grèce se manifester, les banques assainir leurs pratiques. L'été est venu contredire tout ça : l'économie s'essouffle, le chômage continue d'augmenter, les baisses des notations des Etats se multiplient, les banques sont sous pression. Des analystes tirent 7 leçons de cette dégringolade, due selon eux au durcissement des politiques budgétaires qui limitent l'action des états, aux plans d'austérité qui diminuent le pouvoir d'achat des ménages, à l'absence d'une vraie régulation du système financier, à la focalisation des banques centrales sur la seule lutte contre l'inflation, aux égoïsmes nationaux, le tout commençant à mettre à bout la patience des citoyens (multiplication des manifestations « d'indignés »).

En savoir plus : *Les sept leçons d'un été meurtrier, dossier du Monde de l'économie du 6.09.11*

➤ **La crise acte III**

Résultat des courses : après les crises de l'automne 2008 et de l'hiver 2009, voici la rechute de 2011 : l'incapacité des dirigeants européens et américains à maîtriser la crise des dettes publiques qui alimente une vague de défiance et l'austérité généralisée qui plombe les finances publiques se conjuguent pour créer les conditions d'une récession économique durable. Le pouvoir de nuisance des agences de notation encourage la spéculation et soumettent les Etats aux sautes d'humeur des marchés. Du coup, certains économistes se demandent si l'inflation ne serait pas la solution pour aider les Etats à se désendetter, à condition de mieux contrôler les marchés financiers.

En savoir plus : *La crise acte III, dossier d'Alternatives économiques No 305, septembre 2011*

➤ **Perspectives 2012**

Tout cela amène à s'interroger sur ce que nous réserve 2012. Dans le numéro hors série qu'Alternatives économique consacre à la question, on s'intéressera particulièrement à la notice « Les statistiques pour les nuls », qui permet de mieux comprendre les chiffres utilisés et au chapitre « Le monde dans la crise », qui contient

quelques chiffres sur la Suisse (No 4 des pays ayant un solde courant positif et No 7 des pays ayant le plus de multinationales investissant au Sud) et un article sur les travailleurs victimes de la crise. Voir aussi le dossier sur la fiscalité, où l'on constate que la Suisse est l'un des pays où les prélèvements obligatoires sont les plus bas.

En savoir plus : *Les chiffres 2012, l'économie et la société en 30 thèmes et 290 graphiques*, Alternatives économiques hors-série No 90, 4ème trimestre 2011, particulièrement pages 5, 6, 10 à 19, 44 à 45

➤ **En Suisse : particularités et contrastes**

Dans la même perspective, à l'occasion des élections fédérales, le journal Le Temps consacre tout un numéro aux perspectives économiques, sociales et politiques en Suisse. Une grosse partie du dossier est constitué de témoignages, dont l'intérêt est limité, mais il comprend une dizaine de tableaux et leurs commentaires (dont un sur l'emploi) qui montrent de façon assez spectaculaire les inégalités régionales en Suisse, ainsi qu'une page chiffrée sur les mutations dans quelques domaines-clés : social, travail, environnement, éducation, mobilité, politique (par exemple : en dix ans, les primes maladie ont augmenté de 56,3% et les salaires réels de 6,5%). D'autres articles du même journal viennent compléter cette approche dans une perspective plutôt pessimiste : « La décélération de l'économie suisse se poursuivra jusqu'en 2012 » (02.09.11), « La gauche demande à la BNS de fixer un taux plancher pour le franc » (03.09.11), « L'économie suisse ralentira en 2012 mais n'est pas menacée de récession » (28.09.11) « Le chômage augmentera tant que l'euro vaudra moins de 1,30 franc » (06.10.11)

En savoir plus : *La Suisse, le génie et les doutes*, Le Temps des 8 et 9 octobre 2011 et autres articles cités

➤ **Secret bancaire, sketch UBS : à quoi sert la finance ?**

En cette période où on parle beaucoup des banques, la Suisse se retrouve bien sûr sous les projecteurs. D'une part à cause du secret bancaire, suite à la signature des accords « Rubik » avec l'Allemagne et le Royaume-Uni, dont se réjouissent certains et que déplorent d'autres. Ces derniers y voient un « deal » pas très net par lequel « les financiers suisses vont plus que jamais pouvoir faire la promotion de leurs services d'opacité » parce qu'ils on su vendre aux Etats en difficulté budgétaire l'échange de « beaucoup d'argent tout de suite contre la préservation de l'anonymat de leurs client, à jamais ». La France et les Etats-Unis suivront-ils ? D'autre part, l'affaire du trader qui fait perdre 2 milliards de dollars à l'UBS a provoqué une avalanche d'articles, relançant notamment le débat sur la surveillance des banques et sur les risques de reproduction d'une nouvelle « bulle financière ». Ce qui amène en définitive à essayer de comprendre à quoi sert la finance : si elle joue un rôle certain dans la compétitivité et la richesse d'un pays, ses outils sophistiqués créent aussi des risques considérables et remettent en question son utilité sociale.

En savoir plus : *Les batailles du secret bancaire*, Alternatives économiques No 306, octobre 2011, pages 32-34 ; *La France refuse de céder aux avances de la Suisse sur l'évasion fiscale*, Le Monde 19.08.11 ; 6 articles du Monde sur l'UBS du 16 au 27 septembre ; *A quoi sert la finance ?* Alternatives économiques No 305, septembre 2011, pages 66-69

➤ **Remèdes : tout et son contraire**

Pour faire face à cette nouvelle phase de crise, chacun y va de sa proposition de remède, non sans divergences notables. Les politiques d'austérité sont peut-être

nécessaires dans les pays surendettés et fragiles (sauver les meubles), mais deviennent dangereuses si elles se généralisent (obstacle à la reprise) ; ne vaudrait-il pas mieux augmenter les impôts que réduire les dépenses publiques ? Dans le même ordre d'idée, la « règle d'or » chère à plusieurs Etats européens et à la Constituante genevoise (l'équilibre budgétaire obligatoire) n'a pas forcément une efficacité garantie et risque d'engendrer de nombreux effets pervers : elle s'attaque aux effets de la crise sur les finances publiques, pas à leurs causes économiques, elle font obstacle au rôle anticyclique de l'Etat. En discussion aussi la taxe sur les transactions financières, jadis considérée comme une utopie gauchiste, aujourd'hui prônée par Sarkozy et Merkel. Il faudrait peut-être relire la « théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » de Keynes (1936), selon laquelle le capitalisme livré à lui-même engendre crises et chômage : il doit donc être régulé et l'anticipation doit prévaloir sur la courte vue du profit immédiat.

En savoir plus : *Pour les économistes, la rigueur est un mal nécessaire mais risqué, Le Monde 08.09.11 ; La règle d'or est-elle la solution ? Alternatives économiques No 306, octobre 2011, pages 30-31 ; La taxe sur les transactions financières, serpent de mer sans cesse discuté Le Monde 18.08.11 ; 1936-2011 : l'actualité de la théorie générale (Keynes) Alternatives économiques No 306, pages 78-80*

2. Contexte difficile pour l'action syndicale

Dans ce contexte économique difficile (crise/austérité/inégalités/mise sous pression des salariés), la tâche des syndicats est délicate tant pour la défense des conditions de travail et de vie des travailleuses et travailleurs que pour leur mobilisation et pour sa capacité à proposer des alternatives.

➤ **Le mal être au travail**

Toute une série d'enquêtes internationales et européennes (voir « en savoir plus ») font état d'un « mal-être » croissant au travail : mise sous pression accrue due aux nouvelles formes d'organisation du travail ; trop de hiérarchie ; difficultés à concilier vie professionnelle, vie familiale et vie sociale ; insécurité plus grande de l'emploi. Pénibilité, course à la productivité, restructurations, essor du travail précaire, stagnation du pouvoir d'achat concourent à cette frustration.

En savoir plus : *Travail : les raisons d'un mal-être, dossier d'Alternatives économique No 305, septembre 2011, pages 55 à 64, basé sur les enquêtes World Value Survey (WVS) www.worldvaluesurvey.org ; European Value Survey (EVS) www.europeanvaluestudy.eu ; International Social Survey Programme (ISPP) www.ispp.org ; Enquête européenne sur les conditions de travail (EECT) www.eurofound.europa.eu et European Social Survey (ESS) www.europeansocialsurvey.eu*

➤ **Le « lean management »**

Dans cette dégradation des conditions de travail est particulièrement visée une nouvelle manière d'organiser le travail, le « lean management » (le management « sans gras »), qui est en fait une application du bon vieux « toyotisme » des années 70 non plus seulement à l'industrie, mais à l'ensemble des secteurs, en particulier les hôpitaux, le commerce, l'informatique, les banques et certains services publics (comme Pôle emploi en France). Des boîtes de consultants observent la manière de travailler des salariés, puis proposent des « améliorations » pour augmenter leurs « performances » et diminuer les « gaspillages » : flexibilité, polyvalence,

déplacements, gestes professionnels, temps de pause, etc., tout est comptabilisé, rationalisé, « optimisé ». Objectif non dit : diminuer de 20% les effectifs. Effets sur les salarié-e-s : pénibilité accrue, troubles musculo-squelettiques (TMS), stress et autres maladies professionnelles, mise sous pression.

En savoir plus : *Le « lean management » séduit tous les secteurs, paru dans Le Monde du 30.08.11 et repris tel quel dans Le Temps du 16.09.11, analysé aussi dans le dossier Altereco sur le mal-être au travail mentionné ci-dessus*

➤ **Dérégulation programmée**

Autre menace voilée dans le dossier principal de La Vie économique de septembre consacré à « L'allègement administratif des entreprises ». Défini par Scheider-Amman comme « l'un des piliers de la politique de la Confédération », cet allègement vise à diminuer de 20% d'ici 2018 « les frais causés par des règlements trop contraignants », selon une revendication de l'Union suisse des arts et métiers. (USAM). Quand on lit bien les 30 pages du dossier, on s'aperçoit que cet allègement vise non seulement les impôts, la TVA, les formalités douanières, les règles des marchés publics, les normes environnementales mais aussi les réglementations liées à la sécurité au travail et à la sécurité sociale ... Une seule page est accordée à un point de vue critique, celui du président de Travail.Suisse. Désormais, quand vous voyez les sigles AA (allègement administratif), MCR (mesures de coûts administratifs) et AIR (analyse d'impact de la réglementation), méfiez-vous !

En savoir plus : *L'allègement administratif des entreprises, La Vie économique 9-2011 pages 3 à 33*

➤ **Chômage et aide sociale**

Le même numéro de La Vie économique fait état d'une étude sur les chômeurs qui « n'arrivent pas à se réinsérer sur le marché du travail ». En combinant les statistiques de l'assurance chômage et celles de l'aide sociale, cette recherche de la Haute école spécialisée bernoise (HESB) estime que 9,5% des chômeurs se retrouvent à l'aide sociale après la fin de leurs indemnités chômage tandis que d'autres personnes sont définies comme « pendulaires » entre indemnités chômage et aide sociale selon divers parcours. Puis l'étude définit des « profils de risque » de ces catégories en « dépendance durable » de ces deux assurances : femmes élevant seules leurs enfants, personnes divorcées, personnes avec obligation d'entretien, ressortissants de pays non UE/AELE, personnes sans formation, salarié-e-s de plus de 45 ans. Ces analyses vont se poursuivre et s'approfondir, notamment pour « rendre compte des conséquences des révisions de lois ou dans les changements dans la pratique de l'aide sociale en termes de réinsertion sur le marché du travail ». L'article ne précise pas quelles sont les hypothèses des chercheurs ...

En savoir plus : *Parcours types et profils de risque des chômeurs, La Vie économique 9-2011*

➤ **Eclairages sur deux dossiers : économie domestique, sous-traitance**

Concernant deux domaines importants pour le SIT, on trouvera d'une part un gros dossier sur l'économie domestique dans le Monde diplomatique de septembre 2011, avec une chapitre intitulé « Profession, domestique », un autre sur « Le mirage des services à la personne » ou « La malédiction du balai », un enfin sur « Syndicaliser les aides à domicile, un travail de fourmi ». D'autre part, c'est tout un livre (154 pages) qui est consacré à la sous-traitance et à l'action collective dans ce secteur. Outre les outils utiles pour éviter les dérives (conventions OIT, accords-cadres internationaux),

l'auteur illustre les difficultés à vraiment défendre les salarié-e-s concernés à travers divers exemples (dont celui des femmes de ménage d'un groupe hôtelier) et les actions pour améliorer leurs conditions de travail.

En savoir plus : *Profession, domestique, Le Monde diplomatique No 690, septembre 2011* et *Des travailleurs à protéger, l'action collective au sein de la sous-traitance, Michel Descolongs, Editions Hermann, 2011*

➤ **Actions syndicales : maçons, droits syndicaux, initiatives, formation continue**

Comme vous connaissez mieux que moi ces dossiers, je ne fais que signaler, pour mémoire, la parution d'articles sur la manifestation des maçons du 24 septembre et celle pour les libertés syndicales du 7 octobre, sur les initiatives syndicales pour le salaire minimum et contre la sous-enchère salariale ; en attendant la parution du manifeste syndical sur la formation continue le 24 novembre prochain, je vous invite à prendre connaissance d'un dossier du Département fédéral de l'économie qui, tout en slalomant entre les intérêts de l'économie (pallier la pénurie de main d'œuvre et augmenter la productivité), la défense de la libre circulation (offre de main d'œuvre) et les thèses de l'UDC (qualifier d'abord les salarié-e-s suisses) se prononce pour la première fois et vigoureusement pour les formations de « rattrapage » à l'intention des personnes sans formation de base, le tout accompagné de la définition de 7 champs d'action et objectifs prioritaires.

En savoir plus : *Du personnel qualifié pour la Suisse, une initiative du Département fédérale de l'économie, DFE, septembre 2011 (résumé en annexe)*

➤ **Constituante genevoise**

Autre dossier suivi par le SIT : les travaux de la Constituante. Dans la dernière ligne droite avant la finalisation d'un projet à soumettre au peuple, on trouvera ici deux avis sur les négociations en cours : le non de Solidarités et l'analyse de Mario Togni.

En savoir plus : *Constituante : Solidarités dit non, article du 09.09.11 ; La Constituante en quête d'un accord pour éviter le naufrage, Le Courrier, 29.08.11*

3. Défense et illustration de la migration

Approche des élections fédérales et nouvelles initiatives UDC obligent, libre circulation, migrations et sans papiers continuent d'occuper le terrain du débat politique, avec parfois l'apparition de voix nouvelles dans l'arène.

➤ **Libre circulation : peut mieux faire**

La libre circulation des personnes est largement utile, voire indispensable pour la Suisse rappelle l'atypique PDC Jacques Neyrinck : apport précieux de personnel qualifié, remède au déséquilibre démographique du pays, contribution au financement des assurances sociales, elle doit non seulement être acceptée mais voulue. Les milieux économiques en sont conscients, n'apprécient pas l'initiative UDC et plaident pour le maintien de la libre circulation. Oui, mais pas sans conditions dit la gauche : salaire minimum, contrôle du marché du travail et responsabilité solidaire sont des mesures d'accompagnement indispensables. Le Conseil fédéral « se bouge » lui aussi en bien (lutte contre les faux indépendants) ou en mal (accélération des procédures d'asile). Sur le terrain, c'est le retour des portugais en Suisse face à la crise dans leur pays qui fait l'actualité.

En savoir plus : *Pour son bien-être, la Suisse doit rester une terre d'immigration, Jacques Neyrinck, Le Temps, 09.09.11 ; La libre circulation en crise de croissance, Le*

Courrier, 10.09.11 ; Le Conseil fédéral s'attaque aux faux indépendants, Le Temps, et Le Courrier, 24.09.11 ; Aller vite, mais où ? et La ministre Sommaruga subit les foudres de la droite, Le Courrier, 24-25.09.11 ; La crise envoie les Portugais en Suisse, Le Courrier 17.09.11 et Les Portugais reprennent le chemin de la Suisse, Tribune, 10.10.09

➤ **Des réflexions sur les sans papiers**

William Ossipow, professeur honoraire de l'Université de Genève, défend l'idée que la reconnaissance d'un statut légal aux sans papiers relève du respect de la dignité humaine. Mais il s'oppose à une « automaticité » d'une régularisation immédiate et sans conditions, qui serait pour lui un « droit illimité d'immigration » inenvisageable. Il prône une régularisation liée à l'utilité sociale des sans papiers qui travaillent (sur la base de certificats de travail). Le journal Solidarités donne, lui, la parole à Grégoire Chamayou, auteur d'un livre intitulé « La chasse à l'homme ». L'auteur dénonce « l'exclusion légale et la prédation légale » des migrants ainsi que la volonté politique de « gouverner par l'inquiétude » qu'elles manifestent, tout en décrivant les méthodes de « chasse à l'homme » qu'elles mettent en œuvre, particulièrement en France : contrôle des fichiers, « affûts » près des écoles et des services sociaux, opérations de ratissage, etc.

En savoir plus : *Les sans-papiers dans l'horizon sabbatique, William Ossipow, Le Temps, 30.09.11 ; La chasse aux hommes illégaux, Solidarités No 194*

➤ **Plaidoyer pour la migration**

Le Courrier a confié au cinéaste Fernand Melgar le rôle de rédacteur en chef d'une édition consacrée aux migrations (vers la Suisse et de la Suisse). Sur la base de nombreux témoignages et exemples accompagnés de l'analyse d'une universitaire fribourgeoise, c'est un plaidoyer vivant pour perpétuer « la volonté fondatrice de notre pays de solidarité et d'ouverture sur le monde ».

En savoir plus : *L'immigration, oxygène de la Suisse, édition spéciale du Courrier des 8 et 9 octobre 2011*

4. Le temps des femmes

L'émancipation des femmes constitue une transformation sociale majeure de ces cent dernières années, marquée notamment par l'accès au marché du travail et aux études, la conquête de droit civiques, la liberté de choisir d'avoir ou non des enfants. Mais cette révolution reste en grande partie invisible et aussi inachevée : les inégalités persistent, la précarité et la pauvreté touchent en majorité les femmes. Pour prendre mieux conscience de ces changements et réfléchir à l'acquisition de nouveaux acquis pour l'émancipation des femmes, Alternatives économiques consacre un gros cahier (156 pages) à cette problématique, avec un état des lieux, un tour du monde, des exemples d'initiatives, des débats sur le féminisme, notamment sur l'emploi des femmes. On peut compléter cette approche avec l'interview de l'historienne Michèle Perrot sur deux siècles de bagarres émancipatrices.

En savoir plus : *Le temps des femmes, Alternatives économique hors-série No 51, septembre 2011 (table des matières jointe, document complet chez Jean-Luc) ; Femmes : deux siècles de bagarres, Michèle Perrot, Alternatives économiques No 305, septembre 2011*

5. Questions de fond

➤ **Reconstruire la société**

On parle pas mal ces temps du dernier livre de Pierre Ronsanvallon « La société des égaux » (Seuil). L'ampleur et la croissance des inégalités sont de mieux en mieux connues, mais cela ne se traduit pas pour autant dans une politique qui les corrige. Pourquoi ? Parce que l'idéologie dominante les justifie (dynamisme économique, reconnaissance des mérites), parce qu'elles n'existent plus seulement entre classes ou catégories mais à l'intérieur de celles-ci, parce que les moyens de les réduire n'ont pas la cote (impôts), parce que les grandes mouvements de solidarité s'effritent. Pour combattre les inégalités, il faut donc changer profondément les choses à la fois dans les têtes et dans les institutions : reconstruire une culture de la solidarité et donner aux gens les moyens de réaliser leurs projets (le côté individuel) et réinventer une politique qui permette de « faire société » (services publics producteurs de mixité sociale, Etat social vraiment universel, accès à la culture).

En savoir plus : *Construire une société de la diversité dans l'égalité, résumé du livre et interview de Ronsanvallon dans Alternatives économiques No 306, octobre 2011*

➤ **Rompre avec le capitalisme : utopie ou nécessité ?**

C'est sous ce titre que Michel Ducommun publie un livre (L'Harmattan) qui aborde le débat croissance-décroissance : la première mène au désastre écologique, mais que fait la seconde des 24'000 personnes qui meurent de faim chaque jour ? La solution : rompre avec le capitalisme pour répondre aux besoins fondamentaux de l'humanité sans détruire la planète. L'ouvrage développe les axes de cet « écosocialisme »

En savoir plus : *Présentation du livre dans le journal Solidarités 195, 06.10.11*

6. Nouvelles brèves

- **Echéances syndicales** : un argumentaire de Jean-Christophe Schwab contre l'augmentation de la durée du travail (*Le Temps 10.10.11*) ; un avis de droit de Gabriel Aubert sur les CDD et contrats à durée maximale (*Le Temps 16.09.11*) ; la question du salaire des nettoyeuses de la Ville au Tribunal administratif (*Le Temps 06.10.11*) ; une consultation fédérale sur la rémunération de allaitement au travail (*Le Temps 03.09.11*) ; la défense du droit de manifester (*Le Courrier.03-04.09.11*).
- **Collaborateurs « difficiles » (!)** : sur la base d'une enquête menée par l'OFAS auprès des cadres uniquement, un quart des salarié-e-s ont des comportements « difficiles » pour leurs chefs, ce qui serait le signe précurseur de « troubles psychiques potentiels » passibles de passage à l'AI. Surcharge de travail, mise sous pression, précarisation, connais pas. Hallucinant. (*Le Temps 09.09.11*)
- **Pas nettes les agences de placement** : avec la crise, les agences de placement et location de services se multiplient (381 recensées à Genève !) et certaines ont des pratiques douteuses tant envers leurs usagers (annonces bidon, confidentialité non respectée, méconnaissance des CCT et des salaires usuels) que de leurs employés (bas salaires, mise sous pression). (*Le Temps 02.09.11*)
- **Le « managed care » pour les nuls** : suite à l'approbation par les chambres fédérales de la révision de l'assurance maladie, le système du « managed care » (soins intégrés) en réseaux va s'imposer. Les médecins sont contre, le SSP aussi, l'USS en discute, le PS hésite. Il y a du référendum dans l'air. Intéressant article du Courrier pour y voir plus clair. (*Le Courrier 01.10.11*)

- **Salaire minimum, arguments de campagne** : polémique en Allemagne où l'absence de salaire minimum légal entraîne une prolifération des bas salaires. 22% des salariés touchent moins de 9 euros de l'heure en 2009 contre 16% en 1994. Nécessité de contrer cette « dérive à l'anglo-saxonne pour les syndicats. Pas du tout dit l'Institut de l'économie allemande de Cologne. Selon lui, les bas salaires facilitent la réintégration des chômeurs. Pas de doute que ces arguments réapparaîtront dans la campagne en Suisse (*Le Monde* 01.09.11)
- **Région** : les élus de la Vallée de l'Arve et autres communes frontalières voisine s'organisent pour tenter de faire le poids et « parler aux Suisses d'égal à égal » en préparant la création d'un « pôle métropolitain » d'au moins 300'000 habitants. (*Le Messager* 07.07.11)
- **Commerce des matières premières** : le débat sur le négoce des matières premières en Suisse prend de l'ampleur. La Déclaration de Berne publie un ouvrage sur le sujet : *Swiss trading SA : la Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières* (dépliant annexé + interview dans *Solidarités* 195 su 08.10.11)
- **Un syndicaliste sur le terrain** : Jacques Chérèque, secrétaire général de la CFDT, est allé à la rencontre de salarié-e-s sur leurs lieux de travail, particulièrement des précaires, pour recueillir leurs témoignages sur leurs conditions de travail et de vie. Reportage social de qualité salué par la presse (*Patricia, Romain, Nabila et les autres*, publié chez Albin Michel et recensé par *Le Monde* du 21.09.11)

JMD / 20.10.11